Extraits d'un entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec CNN le 11 mars 2013, sur la question de la Corée du Nord, la situation en Syrie et sur l'intervention militaire française au Mali.

2013-03-11

(...)

Q - Commençons directement par aborder la question de la Corée du Nord, à laquelle vos partenaires du Conseil de sécurité et vous-même êtes confrontés. Pensez-vous que les menaces belliqueuses venant du Nord sont purement rhétoriques, ou craignez-vous qu'elles se concrétisent ?

R - Nous sommes inquiets, car avec la Corée du Nord on ne sait jamais vraiment... Et nous devons être très attentifs à ce sujet, prendre des sanctions, et dire à la Corée du Nord que nous ne pouvons pas tolérer son comportement. Non, nous devons prendre cela très au sérieux.

Q - Donc, Monsieur Fabius, quelle solution préconisez-vous ? En effet il y a des sanctions, des sanctions toujours plus nombreuses, qui provoquent des accès de fièvre de la Corée du Nord, mais n'ont aucun impact pour l'empêcher de développer son programme nucléaire. Que faire avec la Corée du Nord ?

R - Eh bien, je pense que nous devons discuter de manière très claire avec la Chine en particulier, car vous connaissez l'influence que la Chine peut avoir sur la Corée du Nord. La Chine n'est pas vraiment en cause, mais elle peut jouer un rôle actif dans la sortie de crise, et nous devons la consulter très attentivement. Pas seulement la Chine - la Russie également, et les autres membres du Conseil de sécurité. Mais nous devons franchement expliquer à la Corée du Nord que cette fois c'est grave, et que nous n'acceptons pas... qu'ils continuent à se comporter de façon insensée.

Q - Ce qui m'amène donc à la Syrie, parce que nous semblons voir tant de divergences au sein du Conseil de sécurité qu'il est difficile de mener une politique cohérente. Nous avons beaucoup parlé de la solution au conflit. Mais ce qui est choquant à présent - sans parler de l'incapacité à mettre fin aux combats - c'est l'impossibilité pour les Nations unies de distribuer à l'opposition suffisamment de nourriture et de médicaments - l'aide humanitaire de base -

car elles se plient aux règles, en l'occurrence l'obligation de passer par le gouvernement de Bachar Al-Assad. N'est-ce pas, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, un argument évident en faveur de l'instauration d'une zone protégée / sûre / de sécurité ? Aujourd'hui, la Syrie a sûrement besoin d'une zone protégée / sûre / de sécurité pour faire arriver l'aide humanitaire de base à l'opposition.

R - Nous sommes clairement en présence d'une réelle catastrophe humanitaire - je veux dire par là un bain de sang - non seulement concernant la Syrie, mais aussi les pays voisins : la Jordanie, le Liban, etc. Nous devons agir sur de très nombreux tableaux à la fois : la dimension humanitaire, la dimension politique, un embargo sur les armes aussi, car la situation est désormais très, très grave. Nous ne pouvons tolérer ce déséquilibre entre le camp de Bachar Al-Assad, qui est soutenu par l'Iran et la Russie, et celui d'en face, avec la Coalition nationale syrienne, qui, elle, est dépourvue de véritables armes en nombre suffisant. Mais pour revenir à votre question : nous devons, et nous pouvons nous procurer les moyens d'être certains que l'aide humanitaire est bien acheminée jusque sur le terrain. Pour l'instant, une large part de celle-ci est livrée au régime de Bachar Al-Assad, ce qui n'a vraiment aucun sens.

Q - Venons-en au Mali, où les forces françaises sont en plein combat contre la cellule d'Al-Qaïda présente sur le terrain. Enregistrez-vous des progrès ? Les forces françaises quitteront-elles le Mali à la date que vous avez annoncée, en avril ?

R - Oui, nous progressons. Nous devons nous souvenir - vous devez vous souvenir - que nous avons décidé d'intervenir, car autrement l'État malien serait devenu un État terroriste. Nous sommes intervenus avec nos troupes et des troupes africaines, et maintenant les villes sont reconquises. Nous sommes présents au Nord du Mali et nous avons détruit des groupes terroristes. Nous avons encore une progression à accomplir sur le terrain. Ce que je veux dire, c'est que du point de vue militaire, je pense que nous sommes très efficaces. Mais - car il y a un «mais» - nous devons aussi faire des progrès sur le plan de la démocratie, et cela dépend de l'État malien qui doit déterminer un dialogue entre le nord et le sud. Et en même temps, le troisième aspect sur lequel nous devons insister, C'est la question du développement. Ce qui a été fait jusqu'à présent au Mali est du très bon travail.

Q - Quand pourrez-vous nous confirmer ou non que l'un des chefs (d'AQMI) Belmokhtar, et ses lieutenants font partie des hommes qui ont été tués ? Croyez-vous qu'ils sont morts ?

R - Nous sommes en ce moment même en train de faire des analyses ADN pour savoir. C'est très difficile, d'autant que les corps sont dispersés et qu'il fait très chaud au Mali à cette saison, donc les corps sont presque décomposés. Mais en ce qui concerne Abou Zeïd, il a très probablement été tué. Quant aux autres, ce n'est pas clair à ce stade.

Q - Enfin, le précédent président français, Nicolas Sarkozy, a dit la semaine dernière que la règle numéro un, «c'est qu'on n'intervient pas dans un pays qui n'a pas de gouvernement». Comment réagissez-vous à cette critique de l'action au Mali du gouvernement français ?

R - La meilleure réaction est celle de tous les pays africains. Quand la France a décidé d'intervenir, grâce à une décision du président Hollande, tous - je dis bien «tous» - ont applaudi. Désormais nous avons le soutien de la communauté internationale à travers le Conseil de sécurité. Je pense que c'est la meilleure réponse que l'on puisse apporter.

(...)

Q - Monsieur le Ministre Laurent Fabius, merci beaucoup d'avoir répondu à mon invitation.

R - Merci. Cela a été un plaisir.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 14 mars 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187391-extraits-dun-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etra